

PEPIN, Marcel, *Le nécessaire combat syndical*. Montréal, Acfas, coll. « Politique et économie », 1988, 381 p. 8,00 \$

Richard Desrosiers

Volume 42, numéro 4, printemps 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304757ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304757ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desrosiers, R. (1989). Compte rendu de [PEPIN, Marcel, *Le nécessaire combat syndical*. Montréal, Acfas, coll. « Politique et économie », 1988, 381 p. 8,00 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(4), 635–636.
<https://doi.org/10.7202/304757ar>

PEPIN, Marcel, *Le nécessaire combat syndical*. Montréal, Acfas, coll. «Politique et économie», 1988, 381 p. 8,00\$

Ce livre, paru au début de l'année dernière, réunit les principaux rapports «moraux» de Marcel Pepin, écrits à titre de président de la Confédération des syndicats nationaux, de 1965 à 1976. À cette époque, le mouvement syndical québécois jouait un rôle plus important sur la scène politique provinciale et bénéficiait d'une meilleure «cote» dans les média et le public en général.

Les rapports de Marcel Pepin représentent des moments clefs dans l'élaboration du discours syndical de l'après Révolution tranquille. *Une Société bâtie pour l'homme*, écrit en 1966, a, de l'avis même de Pepin, «servi de pierre d'assise pour tous les autres rapports qui ont suivi» (p. 11). *Le deuxième front*, plus connu et datant de 1968, invite la CSN à élargir son action, au niveau par exemple de la lutte contre la hausse des prix, en faisant la jonction avec le mouvement coopératif, en organisant des groupes de citoyens, en développant la formation politique des militants. Ce rapport marque ainsi un tournant dans l'histoire du mouvement syndical québécois, appelant à un syndicalisme renouvelé, plus social et politique, plus combatif...

Le Camp de la liberté, écrit peu après les événements d'octobre 1970, prend position pour une plus grande démocratie et une réforme complète des lois électorales. Pepin y réclame en outre une politique de plein emploi, le français comme langue de travail et langue officielle, etc. Enfin, *Pour vaincre*, en 1972, et *Prenons notre pouvoir*, en 1976, constituent de brillantes analyses de la situation économique qualifiée de «crise» et du régime du premier ministre libéral Robert Bourassa.

La lecture des rapports moraux de Marcel Pepin nous fait découvrir son sens aigu de la démocratie et des libertés, de même que son grand souci d'éducation. Par certains aspects, l'ancien président de la CSN apparaît comme un visionnaire parmi les plus progressistes de notre société. Il n'y a qu'à lire son «régime de travail modèle», dans *Vivre à notre goût*, écrit en 1974, où il énumère ce que doivent être véritablement les droits des travailleurs, les droits des femmes et les droits à la qualité de la vie (p. 257), ou son appel à développer une nouvelle forme de syndicalisme qu'il définit comme «syndicalisme de combat» (p. 329).

Sous certains égards, avec ses phrases chocs, telles «nous sommes nés entre le «trade-unionisme» et le bolchévisme» (p. 133), «la haute finance s'affirme, la «révolution tranquille» s'effondre» (p. 144), avec ses opinions fort avancées sur une société plus juste et plus égalitaire, opinions couplées d'hésitations sur l'indépendance du Québec et l'action politique partisane, Marcel Pepin fait parfois penser à René Lévesque, mais tout en étant nettement plus à gauche.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, l'auteur nous propose enfin un texte inédit qui traite des défis qui confrontent actuellement le mouvement syndical dans les pays occidentaux et au Québec. Ce texte nous montre que l'ancien président de la CSN n'a pas modifié son analyse ni sa vision de l'avenir en devenant professeur de relations industrielles à l'Université de Montréal. Tout en reconnaissant que les syndicats soient «en difficulté temporaire», Pepin rappelle avec justesse que «les syndicats sont nécessaires aux travailleurs et

aux travailleuses. Ils sont aussi un *contre-pouvoir* (c'est nous qui soulignons) dont la société ne peut se priver (p. 381).»

L'historien tirera un double profit de la lecture du livre *Le nécessaire combat syndical*. En plus d'y trouver une série de documents des années 1960-1970 dont le tirage est épuisé ou difficile d'accès, il découvrira dans presque chacun des rapports moraux du président nombre de rappels de l'histoire du mouvement ouvrier québécois ou international. Pepin fait preuve, dans ces «notes» historiques, d'une analyse judicieuse appuyée d'une solide connaissance des faits (voir en particulier le rapport *Pour vaincre*).

L'auteur a conservé la présentation d'origine de ses rapports, très aérée avec beaucoup de sous-titres, ce qui l'a conduit à ne pas reproduire *in extenso* tous les documents. Les extraits, s'il y a lieu, ont été choisis selon qu'ils demeurent encore d'actualité ou qu'ils présentent «un intérêt historique» (p. 11). Les historiens préfèrent habituellement évaluer eux-mêmes ce qui est «d'intérêt historique». Les documents auraient été mieux appréciés dans leur version intégrale.

La lecture des rapports moraux de Marcel Pepin en tant que président syndical s'impose à ceux et celles qui veulent étudier le mouvement ouvrier québécois et plus particulièrement la centrale CSN des années 1960-1970. Saluons-en la publication par les éditions de l'ACFAS.

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

RICHARD DESROSIERS